

6 Ménage, genre et nouvelles formes de stratification

6.1 L' économie du ménage

6.1.1 Du ménage comme concept controversé : Quelques aspects

La notion de ménage est une notion controversée dans ce sens qu' elle est définie de différentes manières. Pour certains, il s' agit d' une notion qui se définit suivant des critères qui vont au-delà des relations de parenté. Les points de définition qu' on propose dans ce cas sont : *la résidence, la production, la consommation, la reproduction sociale et sexuelle, les rôles domestiques et la socialisation des enfants*.¹²⁵. Dans cette foulée, on relève que les questions suivantes méritent réponses: Doit-on définir le ménage en le considérant tout simplement comme *'the next bigger thing on the social map after an individual'*? Faut-il y voir une entité divisible en différentes catégories qui couvre tous les domaines de la cohabitation humaine allant des personnes vivant seules aux familles élargies?¹²⁶

Face à ce genre d' interrogations auxquelles il semble difficile de donner des réponses entièrement satisfaisantes, les auteurs comme Goody préfèrent parler d' unités de résidence, de production et de consommation que d' utiliser le concept de ménage¹²⁷. En revanche, il y en a qui tentent de contourner les difficultés que pose la définition du concept de ménage en proposant une acception assez large. C' est le cas avec Kabeer qui affirme :

We will use the term 'household' (...) to refer to the bundle of relationships in a society through which its primary activities are organized, recognizing that these frequently involve principles of kinship and residence. The economy of the household, then, refers to the rules, relations and practices which govern

¹²⁵ Cf. Sanjek, R. (1996) ,Household'. In: Barnard, Alan & Jonathan Spencer (eds.). Encyclopedia of Social and Cultural Anthropology. Pp.: 285 – 288, p. 285

¹²⁶ Voir Sanjek, R. (1996), Ibid., p., 286

¹²⁷ Goody, cité par Sanjek, op. cit.

*households production, acquisition and distribution of the valued resources essential for meeting the needs of its members*¹²⁸.

Le concept de ménage s' est solidement établi dans les recherches féministes, puisque la question de *Gender* revêt une signification particulière dans un cadre comme celui-ci où le thème de la division sexuelle des tâches occupe une place centrale. En effet, le ménage est aussi considéré comme le centre économique qui a une influence directe sur les rôles sexuels socio-culturellement déterminés.¹²⁹ Abondant dans le même sens, Kabeer avait auparavant, au sujet de l' Afrique de l' Ouest, développé l' idée de '*Gender-segregated labour processes*'¹³⁰. Se situant dans cette perspective, l' auteur avance une caractérisation dans laquelle les économies de ménage apparaissent comme :

*Segmented household economies (...) where women and men have separate but interdependent responsibilities in production, and separate but interdependent obligations to their families.*¹³¹

Pour d' autres auteurs, les interdépendances au sein du ménage ou le fait que les hommes et les femmes se complètent en assumant des responsabilités spécifiques dans certains domaines ne suffisent pas pour faire parler du ménage en termes d' unité de production. Hill fait partie de tels auteurs, dans la mesure où, se référant aussi à la situation des ménages en Afrique de l' Ouest, l' auteur observe :

*It is abundantly clear that West African husbands and Wives seldom form a unified production unit*¹³²

Les aspects de la discussion relative à la définition du concept de ménage relevés ci-dessus montrent combien il est difficile de fixer des contours exacts et définitifs de cette notion. Et il est tout à fait évident que

¹²⁸ Kabeer, N. (1994). *Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development Thought*, p. 114

¹²⁹ Wilk, R. (1996). *Economies and Cultures. Foundations of Economic Anthropology*

¹³⁰ Kabeer, N. (1994), op. cit. p. 119

¹³¹ Kabeer, N. (1994), *Ibid.*, p. 130

¹³² Hill, cité par Kabeer (1994), op. cit.

nous n' en avons mentionné que quelques-uns. On pourrait illustrer la complexité de ce concept en élargissant la liste des points sujets à débat. Mais nous préférons nous arrêter ici en faisant remarquer qu' il s' agit au fond d' une discussion méthodologique dont on peut saisir les multiples dimensions en se référant à J. A. Strauss et D. Thomas, entre autres.¹³³

6.1.2 Du ménage défini à des fins pratiques

L' ambiguïté qui entoure la définition du concept de ménage a été résumée par Schulz sous des formes interrogatives :

Is it a unit of people living together, a kin-related group, a unit where members share a common cooking pot, or what ?¹³⁴

Déterminé à donner un sens concret à ce concept éminemment ambigu, Schulz adopte un angle d' attaque visant à faciliter le travail du planificateur en matière de développement. Il affirme:

In order that the term household makes sense, though, some degree of homogeneity regarding a description of its functions is needed. For planning purposes and action programmes it would be ideal if the household were to be taken as:

- *A production unit where its members work together and produce goods (farms, crafts) and an internal division of labour is possible;*
- *A decision-making unite which could adopt (...) innovations;*
- *A consumption unit where its members themselves consume goods (shared cooking and feeding arrangements);*
- *A residential unit where members use a common infrastructure (house, energy, water)*
- *A social unit (family, dowry, inheritance)¹³⁵*

Cette acception pratique du concept de ménage est intéressante, dans ce sens qu' elle regroupe les critères de définition qui ailleurs sont énoncés de manière éparses. Schulz a donc le mérite de proposer un paquet de

¹³³ Strauss, J. A. & D. Thomas (1995): human Resources: Empirical Modelling of Household and Family Decisions, in: T. N. Srinivasan and Behrman (eds.): Handbook of Development Economics

¹³⁴ Cf. Manfred Schulz, Food Security and Nutrition: The Global Challenge, op. cit. , p. 25

¹³⁵ M. Schulz, op. cit., p. 25

critères permettant d'envisager l'*idéaltypisation* du ménage. S'il est clair qu'on a là affaire à un idéaltype ou type pur, c'est parce que dans la réalité on notera des déviations par rapport à telle ou telle condition à remplir. Et Schulz en a conscience puisqu'il souligne :

However, households where all, or most, of the above conditions apply can hardly be found nowadays. Urbanization, migration, disintegration of the extended families and other circumstances have induced change towards a variation of household types. For example:

- *The number of household members varies between one and twenty or more members;*
- *In areas severely affected by outward migration households often consist of grand-parents with their grand-children only;*
- *In urban centers there are many young couples without children;*
- *Households differ in the age structure of their members because of a trend to smaller units replacing several generations living together;*
- *For the composition of households it is important to know that up to 20% of the household are female-headed;*
- *Household members may live together but not eat together; in other cases they may eat together but work outside the household; moreover, one may discover numerous temporary members in a household (migrant labourers, servants, apprentices, etc.)*
- *Finally, there are also traditional social structures (...) where the basic social unit has never been the nuclear family but the lineage composed by extended families; the different economic and social function are related in a complex exchange network with the various kinship units. These traditional modes of social organization may still play an important normative role for the perception of households, even if the socio-economic conditions do not provide any base for such organization any more¹³⁶.*

On voit donc les différentes réalités qui peuvent entraîner des déviations par rapport à l'acception *idéaltypique* et qui commandent un discours circonspect en matière de fixation des contours sémantiques de la notion de ménage. Il va sans dire que la pluralité des formes qui s'annonce à travers l'évocation des différents possibles implique une contextualisation du concept. Ce n'est pas un plaidoyer pour un empirisme outré. Il s'agit simplement de savoir que toutes les conditions à

¹³⁶ Cf. M. Schulz, op. cit. P.: 25 - 26

remplir pour obtenir l' idéaltype suggéré par Schulz ne peuvent que très rarement être remplies en même temps et qu' on devrait admettre des différenciations. Nous convenons ainsi avec Schulz quand il résume :

From this we conclude that there is no model of a household which has general application as a research and planning tool. Consequently, we suggest analyzing the specific conditions and using carefully designed definitions which apply to the problem areas studied and which can help in decision-making for development planning.¹³⁷

C' est en partant de ces considérations générales où l' abstrait et le concret se mêlent en se complétant dans une certaine mesure que nous emploierons le concept de ménage. Adhérant aux observations sur l' ambiguïté du concept faites par Schulz et soutenant la pertinence de ses recommandations en faveur de la contextualisation, nous abordons l' économie de ménage en région Nso de manière davantage empirique.

6.2 L' économie du ménage en région Nso

Le ménage est l' unité de production de base à Nso. Près de 85% des denrées alimentaires consommés et environ 75% du revenu de la plupart des populations rurales sont produits au sein du ménage. Le ménage dans ce contexte doit être compris comme une catégorie analytique désignant un homme, son (ou ses) épouse(s), les enfants et autres dépendants. Il ne s' agit pas d' une structure hermétiquement bornée ou close. Car les personnes qui le forment ont des réseaux différents qui l' ouvrent vers l' extérieur de diverses manières dans diverses circonstances. Ces réseaux orientent la production, la consommation et l' investissement suivant des schémas variables, c' est-à-dire propres aux jeunes et aux vieux, aux hommes et aux femmes, etc.. Par le passé, l' économie du ménage était littéralement dominée par la production de la valeur d' usage. Aujourd' hui encore, cette économie demeure principalement tournée vers la subsistance malgré que des changements drastiques soient survenus au fil des années.

¹³⁷ Schulz, M. Ibid., p. 26

La tendance croissante à considérer la terre comme une marchandise, le développement des cultures commerciales, la diffusion de l'éducation occidentale et de nouvelles formes d'emploi en dehors de la sphère traditionnelle constituent d'importants facteurs de changement dont il est facile de deviner les effets : redéfinition de l'accès aux ressources pour les deux sexes et révision des principes de responsabilité individuelle face à la famille ou au système de parenté traditionnel. D'autre part, l'idéal culturel de la mesure de la richesse à travers les êtres humains : nombre de parents, de dépendants ou clients qui doivent respect et loyauté à une personne donnée – et ses corollaires – générosité et coopération entre parents et voisins – persistent et constituent des facteurs susceptibles d'atténuer la radicalité des effets que pourraient entraîner les facteurs de changement sus-évoqués. Ceci étant, le défi consistera à examiner la continuité et le changement à l'intérieur de la sphère domestique.

6.2.1 Bases empiriques de l'examen

Les données quantitatives sur lesquelles reposera la grande partie de cette discussion ainsi devenue nécessaire ont été collectées au cours des enquêtes auprès de 82 ménages dans cinq villages Nso. Ces données sont complétées par des observations faites pendant les séjours à Kumbo et Nseh mentionnés un peu plus loin.

La taille moyenne du ménage pour l'échantillon est de 5.8 personnes. Les hommes polygames interviewés au cours de l'enquête formelle constituent $\frac{1}{4}$ de l'échantillon. Les hommes considérés comme riches ont de nombreux dépendants en plus de leurs propres enfants. Ce sont souvent des parents plus jeunes que le chef de ménage soutient et envoie à l'école. La structure d'âge du ménage révèle que les enfants constituent une 'lourde charge' pour les membres de la famille en âge de travailler. Dans l'échantillon total de 493 personnes, seulement 230 (soit 47%) appartiennent au groupe en âge productif situé entre 15 et 60ans. 51% sont des enfants de moins de 15 ans considérés comme âge pré-

productif. Les personnes de plus de 60 ans, c'est-à-dire en période post-productive, ne représentent que 02% dans cet échantillon. Ainsi a-t-on un peu moins de 03 personnes en âge de produire dans un ménage moyen de 06 membres.

D'autre part, il convient de relever que l'exclusion des enfants de moins de 15 ans du groupe en période productive est quelque peu arbitraire et contestable. Une telle classification ne reflète pas tout à fait la réalité de l'allocation de la force de travail. Car les enfants faisant partie de cette tranche accomplissent une série de tâches domestiques précieuses : prendre soin des enfants plus jeunes (notamment des nourrissons), puiser de l'eau, chercher du bois utilisé comme combustible, faire des courses en général. Cependant, on peut tenter de justifier cette classification en signalant que la majorité des enfants entre 06 et 15 ans sont des élèves. En tant que tels, leur travail ne peut être que sporadiquement sollicité et exploité pour la plupart du temps. À titre de rappel, on soulignera que la majeure partie du temps est passée à l'école dans la mesure où l'année scolaire dure 09 mois, où les enfants sont à l'école pendant 05 jours sur 07, y passent plus du tiers des heures que compte une journée, etc..

6.2.2 De la répartition sexuelle des tâches

L'organisation domestique de la production à Nso implique traditionnellement l'affectation de la force de travail féminine aux produits de subsistance et aux tâches domestiques alors que les hommes sont davantage engagés dans les activités et entreprises génératrices de revenus monétaires. L'écrasante majorité des femmes sont des cultivatrices dont la responsabilité principale consiste à assurer l'approvisionnement du ménage.

Presque toutes les femmes interviewées et observées pendant l'enquête indiquent que l'agriculture constitue leur activité primaire. Plus de la moitié des personnes de sexe masculin interrogées se définissent

aussi comme des cultivateurs. Mais après observation attentive, on se rend compte que cette auto-perception est quelque peu déroutante. En effet, les hommes sont rarement impliqués dans la production des cultures vivrières de subsistance. Ceux qui possèdent quelques plantes de café, c'est-à-dire se livrent à la production des cultures de rente, tendent un peu trop vite à se définir comme des agriculteurs.

Pour comprendre pourquoi une telle autoréflexion pourrait prêter à confusion ou être insatisfaisante, il faut savoir que ceux des hommes qui ne sont pas des salariés s'engagent généralement dans différents types d'activités extra-agricoles susceptibles d'absorber une bonne part de leur temps. De fait, les hommes dominent le secteur de la production et de la vente du vin de raphia et du vin de palme ; ils contrôlent en outre le commerce des cultures forestières diverses : kola, avocats, plantain, banane. Ils sont encore majoritaires dans le domaine de la production artisanale, dans le secteur des échanges marchands portant sur les combustibles (bois), dans la gestion des échoppes ; ils fabriquent et vendent des briques, travaillent comme mécaniciens, charpentiers, tailleurs. On ne saurait raisonnablement ignorer cette pluri-activité en arguant qu'il ne s'agit que d'engagements à temps partiel. Car il est question de savoir, dans une perspective comparative, si l'homme Nso peut et doit autant que la femme Nso se dire agriculteur sans que cela n'induisse en erreur d'appréciation.

Cette lecture différenciée, qui décide non pas à remettre systématiquement en question l'identité des hommes comme agriculteurs mais plutôt à la nuancer plus qu'ils ne le font eux-mêmes spontanément, prend tout son sens quand on considère plus attentivement l'engagement des femmes dans la production des cultures vivrières. En effet, la majeure partie de la force de travail de celles-ci est consacrée à cette activité. Le dire ne signifie nullement vouloir sous-estimer l'engagement des femmes dans les secteurs extra agricoles, notamment commerciaux à travers le contrôle quasi absolu des gargotières par exemple. Il s'agit surtout de faire remarquer que les femmes passent facilement plus de 200 jours par

an dans la production des cultures vivrières, bien que la durée du travail par jour soit soumise à des variations saisonnières. Les principales phases de travail les plus pénibles sont : labourer, semer, sarcler, récolter.

Le seul engagement réel des hommes dans la production des cultures vivrières concerne la phase du nettoyage initial. Cette phase est assez courte et s'étale généralement sur moins de 02 semaines par an. Par ailleurs, la quantité de temps consacré au nettoyage de cette nature est en baisse constante puisqu'on assiste, de nos jours, à une exploitation de la terre plus permanente que par le passé où, faute de pression comparable sur la terre arable, celle-ci était moins constamment en culture. Certains hommes participent aussi activement aux semailles. Les récoltes céréalières sont portées vers les greniers par de jeunes hommes qui sont le plus souvent les fils du ménage et leurs amis. Ceux-ci obtiennent en retour de la nourriture et du vin. Généralement, les jeunes hommes s'organisent pour, de manière rotative, aller aider dans les champs des parents respectifs. Ce principe d'entraide permet d'accélérer le processus de récolte. Ainsi peut-on parfois boucler la phase de récolte en l'espace d'une ou de deux journée(s) pour un ménage. Ce d'autant que les femmes aussi s'organisent en groupe pour se soutenir mutuellement pendant la récolte. Leur entraide ne se limite évidemment pas à la seule phase de récolte.

Les tâches agricoles réalisées par les femmes et étalées sur les quatre phases ci-dessus (labourer ou préparer le sol, semer, sarcler, récolter) constituent des activités courantes qui nécessitent pratiquement une attention quotidienne, quand on les considère non pas de manière alternative mais plutôt sous un angle cumulatif ou additif. Les femmes ont coutume de travailler ensemble au sein des groupes de coopération durant les périodes de travail pénibles. La taille des groupes varie énormément selon la tâche à accomplir et la taille des champs. Ce constat a aussi été fait par Kaberry qui, tentant d'explicitier les motivations des femmes, signalait que les femmes opèrent l'échange de travail surtout en période de carence ou en cas d'événements invalidants (cas de maladie d'une

femme ou de son enfant par exemple). Ce faisant, Kaberry révélait que les femmes travaillent le plus souvent seules ou avec une belle-fille ou encore belle-mère.¹³⁸

On doit pourtant ajouter qu' en ce qui concerne la période contemporaine, les groupes de travail des femmes sont essentiels pour surmonter les contraintes saisonnières, c' est-à-dire permettre de s' assurer que les champs ont été nettoyés et sont donc prêts pour les semailles au moment où arrivent les premières pluies, c' est-à-dire à la fin du mois de Mars. En sus, il n' est pas incorrect de considérer aussi la croissance du travail communautaire comme une réponse au besoin croissant de revenu monétaire. On reviendra sur ce point dans le paragraphe consacré à l' examen des revenus et dépenses des ménages.

6.2.3 Conditions de production et cycle agricole annuel

La meilleure intelligibilité de l' organisation du travail en région Nso est favorisée par une bonne connaissance du système agraire, du calendrier agricole annuel, bref des conditions de production caractéristiques de la région.

6.2.3.1 Les deux sexes confondus

L' agriculture en milieu Nso est une activité qui consomme abondamment du temps et de l' énergie. La plus grande partie du travail implique un effort physique brut, c' est-à-dire une dépense physique très peu soutenue par des moyens technologiques. Les fertilisants et insecticides sont dans le meilleur des cas réservés aux cultures commerciales. Non seulement les populations hésitent à les utiliser pour des raisons financières (coûts très souvent hors de portée) mais aussi pour des raisons culturelles (l' idée que les produits chimiques altèrent le goût des produits vivriers est assez répandue).

¹³⁸ Kaberry, P. M (1952), *Women of the Grassfields: A Study of the Economic Position of Women in*

Les outils principalement utilisés sont les houes, les coutelas, les machettes. Les terres escarpées par endroit rendent pénible le travail agricole. De très nombreux champs vont des pentes modérées à la culture quasi verticale sur des pentes plus âpres. Sur ces différents champs est pratiquée la culture mixte : céréales et haricots. Les pommes de terre sont, en général, cultivées séparément. La graine est le produit le plus important et constitue l'élément essentiel dans l'alimentation des populations rurales. Celles-ci la consomment sous la forme de ce qu'on appelle localement fufu (boule de maïs).

6.2.3.2 Ce qui vaut surtout pour la femme Nso

Les pommes de terre sont assez souvent considérées par les femmes comme une précieuse culture commerciale, bien qu'on en consomme aussi dans le ménage où elles sont produites. La consommation des pommes de terre et autres tubercules se fait tout particulièrement pendant la 'période de soudure', c'est-à-dire entre Juin et Juillet où les réserves céréalières obtenues au cours des récoltes précédentes tendent à être épuisées alors que de nouvelles récoltes se font encore attendre.

Outre les produits de base sus-cités, les femmes cultivent une autre gamme de produits vivriers destinés à la consommation domestique: plusieurs sortes de légumes verts dont le plus important est le njama-njama, les arachides, du piment, les patates, ignames, etc.. Les fruits et produits forestiers qui se prêtent aussi bien à la vente qu'à l'autoconsommation sont également cultivés : avocat, poire, canne à sucre, mangue, orange, banane, pour ne citer que quelques exemples. La disponibilité de ces produits dépend notamment des conditions écologiques indiquées au tout début de ce travail.

La plupart des femmes ont plus d'une parcelle en culture et au moins une autre en jachère. Les parcelles réservées aux cultures vivrières sont en moyenne situées à un peu plus de 02 kilomètres du lieu de

résidence. Les autres parcelles sont parfois situées à une distance beaucoup plus grande. Et ces distances sont le plus souvent parcourues à pied, ce qui en rajoute à la pénibilité du travail déjà expliquée par la faible utilisation des supports technologiques. Pour tenter de réduire cette seconde catégorie d'obstacle (longue distance à parcourir dans un contexte marqué par le sous-développement des moyens de transports), les femmes Nso se dotent de huttes champêtres dans lesquelles elles résideront pendant plusieurs semaines en période de dur labeur. Question d'efficience ! En effet, ceci leur permet de faire l'économie de longues marches qui sont en elles-mêmes assez épuisantes, donc dévoreuses d'énergie physique.

Le calendrier annuel des activités agricoles est clairement découpé. Le nettoyage initial se fait immédiatement après la récolte de café là où la caféiculture est encore pratiquée. Ceci se fait généralement au mois de Janvier. Le sol est ensuite labouré du mois de Janvier à la mi-Mars. Les graines, les haricots et les pommes de terre sont semés aussitôt que commencent les premières pluies. Les champs sont d'ordinaire sarclés deux fois: le sarclage commence vers la fin du mois d'Avril et se poursuit le long du mois de Juillet. Les haricots et les pommes sont récoltés en premier lieu, généralement entre la mi-Juillet et le début du mois d'Août. La récolte céréalière commence dans les zones à basse altitude vers la fin du mois de Juillet et se poursuivent dans les zones plus élevées jusqu'au mois de Septembre.

6.2.3.3 Ce qui vaut surtout pour l'homme

Les activités agricoles des hommes ainsi que leur temps de travail sont un peu plus difficiles à apprécier. Et pour cause ; le statut et l'âge jouent un très grand rôle ici. Il a d'ores et déjà été signalé qu'en dehors de la main forte prêtée dans le cadre du nettoyage initial, les hommes participent très peu à la production des cultures vivrières. Cela dit, on retient que les hommes investissent leur force de travail davantage dans

les activités génératrices de revenus monétaires et dans les activités de prestige.

Beaucoup n'accomplissent d'ailleurs des tâches domestiques que dans les cas d'extrême urgence. En principe, les hommes sont responsables des cultures forestières. Pourtant, on constate que dans la réalité, les femmes sont assez souvent aux prises avec le sarclage des champs de café. Ces champs sont généralement situés autour et près de la concession familiale. On y retrouve également des bananiers, avocatiers, etc.. En clair, il y a une culture mixte café, banane, avocat et même plantain.

6.2.3.4 La faiblesse de l'emploi salarié

La plupart des ménages Nso regorgent de très peu de mains d'œuvre salariées. Le travail salarié compte pour approximativement 05% du budget des ménages. Lorsque le travail est payé, il s'agit presque exclusivement du travail des hommes : nettoyer et mettre en valeur les parcelles d'un tiers réservées à la caféiculture. Les rares hommes qui produisent des cultures vivrières à valeur d'échange payent certaines personnes afin qu'elles accomplissent leurs autres tâches. Les femmes dont les époux respectifs ont des emplois salariés et qui sont elles-mêmes des entrepreneurs emploient certaines personnes. Celles-ci vont notamment les aider dans leurs champs. Il arrive aussi que les hommes s'organisent et se soutiennent mutuellement au moment de couper et de cultiver les plantes de café. Ils se mettent également ensemble pour faciliter la récolte entre Décembre et janvier.

6.2.4 Revenus et dépenses

Comme signalé précédemment, le ménage à Nso ne peut être vu comme une unité fonctionnelle fermée. Les hommes et les femmes sont le plus souvent engagés dans des secteurs différents de l'économie et ne combinent pas nécessairement leur temps et leurs ressources dans la

perspective de maximiser les rendements de l'unité domestique. Les hommes et les femmes ont individuellement des droits et obligations familiaux qui vont largement au-delà des barrières du foyer. Les unités de production, consommation et d'investissement ne sont pas absolument identiques. Les biens et services sont régulièrement échangés entre unités de résidence. Même le personnel à l'intérieur du ménage est fluctuant, c'est-à-dire change souvent pour diverses raisons : éducation, emploi, exigences familiales (cas de séparation, décès ou maladie du côté de la famille de l'époux ou de l'épouse).

Les hommes et les femmes opèrent sous des contraintes et attentes différentes. Les contributions au fonctionnement de l'unité domestique et les types d'investissement varient le long des spécificités sexuelles, dans la mesure où les normes et valeurs socioculturelles ainsi que les obligations extérieures le commandent. Avec Guyer, on peut affirmer :

Men and women may have different investment preferences not because they hold different values but because they are in a structurally different situation¹³⁹.

Dans toute la région Nso, les femmes ont été par le passé et continuent aujourd'hui encore à être vues comme des actrices sociales dont la responsabilité primaire consiste à ravitailler le ménage. Quant aux hommes, ils jouissent traditionnellement et présentement encore de l'image de 'protecteurs' de la famille. Ces représentations sociales, qui conduisent à voir dans les femmes des Êtres appelés à alimenter et à soigner d'une part, et dans les hommes des Êtres censés protéger ou exercer l'autorité d'autre part, se reflètent généralement dans les types de dépense, d'investissement et de revenu propres à chaque sexe.

Dans les considérations qui vont suivre, le revenu annuel comprend le revenu extra agricole, le revenu tiré des produits vendus, la valeur totale des produits non-vendus (c'est-à-dire des produits consommés à l'

intérieur de l'unité domestique) et le revenu obtenu des membres de la famille vivant ailleurs – ce qui est également connu comme transferts.¹⁴⁰

Les dépenses sont calculées à travers une démarche qui consiste à prier séparément les hommes et les femmes de dresser respectivement la liste de toutes les courses réalisées au cours des derniers 14 jours. Pour une large part, les achats concernent les besoins primaires du ménage. Les dépenses annuelles sont évaluées à travers une démarche qui consiste à interroger les interlocuteurs (des deux sexes) sur la fréquence de l'achat de chaque article et à déduire cumulativement les coûts annuels des indications faites. Les dépenses scolaires et médicales sont également intégrées dans les calculs. En tenant, en outre, compte des obligations sociales liées à l'idée de transferts énoncée dans la rubrique revenu, il a également semblé correct d'intégrer les dons faits aux membres de la famille vivant ailleurs dans le calcul des dépenses. Par contre, les dons ou échanges entre voisins n'ont pas été systématiquement évalués et quantitativement retenus ; ce qui ne devrait pas signifier qu'ils sont sans

¹³⁹ Guyer, J (1982), „Household Budgets and Women's Incomes" Cases and Methods from Africa. Paper prepared for the Women and Income Control in the Third World Conference. New York, October 1982, p. 11

¹⁴⁰ Précisons qu'il n'a malheureusement pas été possible de recenser systématiquement les échanges monétaires entre époux et épouse(s). En effet, les échanges entre homme et femme(s) n'obéissent apparemment pas à des arrangements institutionnalisés. Ils dépendent généralement du nombre d'enfants, du revenu et de la personnalité. Les hommes qui le peuvent, c'est à dire dont les moyens financiers le permettent, donnent à leurs épouses de l'argent afin que celles-ci opèrent des achats comme des achats de sel, d'huile de palme. Par ailleurs, ils se servent de leurs revenus pour assurer les dépenses relatives aux soins de santé, à la construction et à l'équipement. D'autre part, les hommes dépourvus de moyens financiers peuvent voir des dépenses de cette nature porter la marque de leur (s) épouse(s). Ces éventualités sont aussi des réalités qui relativisent donc tout effort de classification des dépenses et revenus le long des frontières sexuelles. Cependant, ceci n'empêche pas d'avoir une idée assez proche de la réalité quand on considère, de manière générale, les revenus et les dépenses du ménage. En revanche, il existe un autre point sur lequel il est per se difficile d'obtenir des informations absolument précises mais qui joue notablement un rôle important dans le bien-être ou mal-être d'un ménage. Il s'agit du point dit transferts désormais reconnu par tous les observateurs des stratégies d'amélioration des conditions de vie dans un monde de plus en plus marqué par des séparations dues aux migrations. La reconnaissance de la signification de ce point apparaît à travers la masse de parutions y relatives. Parmi celles-ci figurent : Adepoju, A. & W. Mbugna (1997) « The African Family : An Overview of Changing Forms », in : Adepoju (ed.) *Family, Population and Development in Africa*, pp. 41 – 59; De la Brière, B.; A. de Janvry, S. Lambert and E. Sadoulet (1997) « Why Do Migrants Remit ? An Analysis for the Dominican Sierra », IFPRI, Food Consumption and Nutrition Division, Discussion paper No 37; Hulshof, M (1991) *Zapotec Moves, Networks and Remittances of US-bound Migrants from Oaxaca, Mexico*; Reardon, Th (1997), *Using Evidence of Household Income Diversification to Inform Study of the Rural Nonfarm Labor Market in Africa*, *World Development*, Vol. 25, No 5, pp. 735 – 47; Stark, O. (1980) 'On the Role of Urban-Rural Remittances in Rural Development', *Journal of Development Studies*, Vol. 16, NO 3; pp. 369 - 374

objet et sans effet ! Cette dernière indication sert notamment à réaffirmer le caractère approximatif des calculs proposés ici.

Les données ainsi recueillies après enquête révèlent certaines disparités au niveau du revenu. Ces disparités apparaissent quand on compare les ménages entre eux et quand on considère la situation à l'intérieur de chaque ménage.

En comparant les ménages entre eux, il a été possible de dégager un revenu moyen par an qui s'élève à environ 121. 000 FCFA¹⁴¹. L'examen de la situation à l'intérieur de chaque ménage révèle que le revenu de l'homme est généralement supérieur à celui de la femme. Plusieurs facteurs permettent de saisir les disparités le long des différents sexes :

- (1) Existence de très peu d'emplois salariés ou d'activités génératrices de revenus pour les femmes
- (2) Contrôle des cultures de rente et du bétail par les hommes : deux produits plus rentables que les produits vivriers que les femmes ne contrôlent d'ailleurs pas exclusivement.
- (3) Plus grande tendance pour les hommes à vendre toutes leurs récoltes, à la différence des femmes qui en mettent généralement une plus grande partie à la disposition du ménage.

¹⁴¹ Le revenu moyen ainsi obtenu est en-deça de ce que le Gouvernement camerounais avait, au cours de la dernière enquête camerounaise auprès des ménages de 1996, défini comme seuil de pauvreté de revenu. Dans le rapport relatif aux Objectifs de Développement International et Buts de la Déclaration du Millénaire (ODI/BDM) de Juin 2001 portant sur le profil de la pauvreté au Cameroun, on lit notamment : « La dernière enquête camerounaise auprès des ménages a été conduite en 1996. La définition de la pauvreté de revenu utilisée par le Gouvernement dans l'analyse de ses résultats était de 148. 000 FCFA (environ US\$290) par adulte équivalent par an. La définition de la pauvreté représente le coût estimé du panier de consommation minimale dont deux tiers sont les dépenses alimentaires. Comme d'habitude dans ce genre d'études, le revenu comprend la valeur estimée de la consommation de subsistance et la location imputée aux ménages possédant leurs propres maisons. La définition n'accorde pas une valeur à la plupart d'activités ménagères non rémunérées, pour la plupart assurées par les femmes de ménages. (...) La pauvreté est apparue comme un phénomène dominant en milieu rural, avec 86% des pauvres vivant en milieu rural. Le taux de pauvreté rural qui en moyenne est de 61% et affecte tous les âges et groupes socioéconomiques est trois fois élevé que en 1984. Les taux élevés étaient relevés parmi les cultivateurs des produits d'exportation que parmi les cultivateurs des produits vivriers. La pauvreté urbaine quoique moins importante n chiffres constitue un problème sérieux et grandissant. » ; Source : Banque Mondiale. Une actualisation en

En gros, on soulignera que la plus grande part de la contribution d'une femme au revenu du ménage provient de la valeur marchande de ses produits de subsistance, cependant que le revenu des hommes est réparti, de manière égale, entre revenu issu des produits agricoles et revenu extra agricole. En ce qui concerne ce dernier type de revenu, il faut ajouter qu'outre le bétail (qui s'ajoute évidemment à la production artisanale et autres petits métiers mentionnés dans le paragraphe répartition sexuelle des tâches), l'homme gère aussi souvent les revenus issus des transferts¹⁴².

Les disparités enregistrées au niveau du revenu réapparaissent dans l'analyse des dépenses annuelles du ménage. Il convient tout d'abord d'indiquer que les dépenses moyennes par an sont presque égales au revenu moyen annuel. Plusieurs raisons expliquent le quasi équilibre :

- Les gens essayent de ne pas vivre au-dessus de leurs moyens et réalisent des dépenses en ayant constamment à l'esprit les coûts fixes
- Les dons faits aux personnes extérieures varient en fonction des moyens dont dispose le ménage
- Les cas d'urgence sont réglés par des appels à l'aide plus ou moins pressants.

La plus grande part des dépenses monétaires annuellement réalisées par le ménage est assurée par l'homme. Ceci est d'autant plus logique que la structure des dépenses constitue tout simplement la structure de distribution du revenu monétaire. Le rapport moyen se situe entre 57% pour l'homme et 43% pour la femme. En clair, plus de la moitié des dépenses monétaires est effectuée par l'homme alors que la femme doit en supporter un peu moins de la moitié.

1999 du profil de la pauvreté au Cameroun ; MINEFI (1996) – Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM1) ; Yaoundé ; citée dans ODI / BDM, Rapport Pays (2001), P. 8

¹⁴² Il s'agit des transferts qui ne sont pas explicitement destinés à un autre membre du ménage.

Pour donner une idée de la nature des dépenses faites par chacun des deux sexes, on signalera notamment que les hommes prennent en charge les frais relatifs à l'éducation, à la santé et à l'équipement 'moderne' (tôles, postes radio, piles, meubles, etc.). Par ailleurs, les moyens dont ils disposent les mettent généralement en meilleure posture quand il faut procéder à des 'dépenses de luxe' (achat des produits tels que la viande, le thé, le lait en poudre, etc.). On devrait sans doute aussi ajouter que les hommes dominent les sorties permettant de créer et d'entretenir le réseau social : fréquentations des points de vente de la boisson (bière brassée par des structures modernes et vin de palme).

En revanche, quand on considère les autres types de dépenses, on se rend compte du poids important que gagne la participation de la femme. On peut en premier lieu noter que les femmes contribuent au moins autant que les hommes à l'achat de petits produits de ménage comme le pétrole, le savon, l'huile de beauté. De plus, en excluant les rares ménages ayant à leur tête des hommes salariés, on constate que la contribution moyenne des produits de subsistance obtenus grâce aux femmes s'élève à plus de la moitié du revenu du ménage. Les femmes contribuent à plus de 85% des denrées consommées au sein du ménage. Qu'il s'agisse des mets principaux ou des compléments sans lesquels ils sont difficilement satisfaisants. Autrement dit ; outre les produits vivriers que sont les céréales, les tubercules, etc., il faut avoir à l'esprit les condiments, l'huile de palme, le sel, les allumettes ...

En somme, on observe que la contribution des hommes à l'offre alimentaire consiste fondamentalement en des produits qui n'ont, au trop, qu'indirectement une valeur nutritionnelle. Il n'est dans ces conditions pas surprenant qu'on diagnostique un manque de corrélation entre le niveau de revenu des hommes et la sécurité nutritionnelle du ménage. Par contre, il existe une corrélation nette et positive entre le niveau de revenu de la femme et la sécurité nutritionnelle du ménage. En effet, le revenu des hommes est dominé par des dépenses plus générales : matériaux de construction, frais scolaires, dépenses médicales. On ne

saurait évidemment oublier l'investissement dans les relations sociales : dépenses visant à assurer l'entrée et/ou le maintien dans différents réseaux. Tout ceci n'est naturellement possible que parce que les 'arrières' sont assurés par les femmes dont la contribution à la satisfaction des besoins alimentaires primaires ne sera jamais assez évoquée et appréciée.

6.2.5 Accès au capital et types d'investissement

L'analyse des dépenses des hommes et des femmes faite jusqu'ici n'a pas encore suffisamment considéré les questions d'accès au capital et des types d'investissement à l'extérieur du ménage.

À l'évidence, les hommes ont un plus grand accès au revenu monétaire que les femmes. Et pour cause, le nombre d'hommes qui travaillent hors du ménage est plus élevé que celui des femmes et les hommes peuvent vendre toutes leurs récoltes à la différence des femmes dont une bonne portion des produits vivriers cultivés est mise au service des membres du ménage. Mais cela signifie t-il automatiquement une irréductible inégalité dans l'accès au capital pour l'homme et la femme ?

Il semblerait probablement paradoxal de dire que la réponse à cette question n'est pas simple. On devrait en effet s'attendre à ce que la brève description des structures de revenus et dépenses précédente conduise à affirmer sans ambages qu'il existe un fossé difficile à combler. Les disparités relevées ne le suggèrent-elles pas, à défaut de le confirmer ? Cependant, on maintiendra ici que la réponse n'est pas si simple. Car la thèse de l'inégalité doit encore être soumise à une analyse des conditions d'accès au capital à l'extérieur du ménage.

En adoptant une telle logique, on détecte la nécessité de reconnaître le rôle que peuvent jouer les structures d'épargne et de crédit ainsi que la manière dont elles fonctionnent.

Il convient d'indiquer que le crédit a généralement été disponible pour les hommes et les femmes à travers un système d'organisation de crédit dont la centrale, à savoir la Cameroon Credit Union League (CAMCUL) se trouve dans la capitale de la Province du Nord-Ouest (Bamenda). D'autre part, on retiendra que les organisations de crédit de cette nature n'ont jamais véritablement gagné la confiance de la plupart des personnes interrogées. Les femmes se montrent, du reste, plus réservées à leur égard que les hommes. Pour beaucoup d'entre elles, investir dans ce genre de structures, c'est «gâter son argent».

La principale source de crédit et d'épargne qui fait concurrence à des organisations telles que la CAMCUL, c'est l'association traditionnelle d'épargne et de crédit, localement désignée Njangi. Elle est traditionnellement familière aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Beaucoup avouent d'ailleurs en faire partie ou désirer en faire partie. Il en existe divers types. Les deux principaux types de Njangi qu'on distinguera rapidement dans ce contexte sont la Credit Njangi (ou association de crédit) et la Savings Njangi (ou association d'épargne). De nombreux hommes et certaines rares femmes d'affaires appartiennent à des associations de crédit (Credit Njangi) où des sommes d'argent relativement importantes sont prêtées. Plus nombreuses sont les femmes qui appartiennent à des associations d'épargne (Savings Njangi) dont le but majeur est de favoriser l'épargne hebdomadaire de petites sommes d'argent qui finissent par constituer un pactole redistribué une fois par an.

Les associations d'épargne sont de taille variée. Elles vont de cinq membres à plusieurs dizaines. Elles sont parfois limitées aux femmes ou aux hommes. Parfois elles se veulent inclusives et comprennent ainsi aussi bien les femmes que les hommes. Mais ce dernier cas de figure est assez rare. Les cotisations sont le plus souvent versées à un rythme hebdomadaire. Les sommes cotisées varient aussi en fonction des moyens respectifs. Autrement dit ; on appartient à une association dont on peut supporter le montant de cotisation. L'association a souvent un(e) secrétaire qui enregistre les différentes cotisations. Il arrive que ses

membres choisissent d'investir l'argent collecté dans un projet commun générateur de revenus et se partagent ensuite les dividendes de leur investissement. L'argent cotisé peut également être prêté. Dans ce cas, il doit être remboursé dans un délai bien déterminé. Les bénéficiaires des prêts sont parfois appelé(e)s à rembourser sur la base d'un certain taux d'intérêt. Les amendes sont prévues pour les cas de retard non excusé par rapport à la date de remboursement. L'intérêt ajouté à la somme prêtée et les amendes éventuelles constituent des menus revenus qui permettent de créer et financer une certaine atmosphère festive au cours des réunions. Car on s'en sert généralement pour acheter la sha ou bière de maïs consommée pendant ou, plus exactement, après les réunions. L'association réaffirme tout son caractère social en supprimant le taux d'intérêt déjà très faible, quand un membre confronté à une situation d'urgence sollicite un prêt.

On peut contraster les savings Njangi avec les credit Njangi. À cet égard, on fera remarquer que ces dernières connaissent généralement des prêts plus importants – c'est que les montants des cotisations y sont aussi plus élevés. La logique prédominante consiste à proposer que le membre qui a 'préparé le Njangi' soit aussi celui qui 'bouffe'. Autrement dit; la personne qui reçoit les autres est aussi celle à qui revient l'argent cotisé. Chaque personne se voit ainsi réserver un jour de réception qui équivaut à son jour d'accumulation. Car elle aura, ce jour-là, accès à une somme d'argent relativement importante, c'est-à-dire permettant d'envisager ou de réaliser des investissements qui eussent autrement été difficiles.

En faisant allusion à l'existence des Njangi ou associations traditionnelles d'épargne et de crédit, on montre notamment qu'il y a des réseaux susceptibles de permettre aux femmes de réduire le fossé qui les sépare des hommes. Dans ces conditions, la question de l'inégalité des chances d'accès au capital devrait être posée autrement : la traditionnelle répartition sexuelle des tâches a-t-elle des effets particuliers sur la capacité des femmes et des hommes à explorer des réseaux associatifs

financiers comme les Njangi? En abordant la question de l' égalité ou de l' inégalité de l' accès au capital par ce bout, on se voit en mesure d' y donner une réponse obtenue au terme des considérations plus vastes et solides.

L' argumentation se présente alors comme suit : Les occupations et obligations domestiques traditionnelles des femmes leur laissent réellement peu de temps pour envisager l' expansion de leurs activités génératrices de revenus monétaires. Par ailleurs, alors que toutes les femmes sont pratiquement versées dans l' agriculture, il y en a très peu qui offrent plus de 20% de leur production totale sur le marché. Et bien que les femmes se soient continuellement engagées dans le petit commerce, pour la majorité d' elles, les bénéfices tirés du commerce restent maigres. Ces bénéfices suffisent généralement juste pour *le maintien*.

Tout ceci conduit logiquement à souligner que les possibilités d' accès au capital offertes par l' existence des réseaux financiers traditionnels comme les Njangi ne seront véritablement explorées qu' au prix de certains sacrifices : comportement déviationniste. Un tel comportement implique la libération d' un certain nombre de contraintes sociales : remise en question des occupations et obligations domestiques, revue à la hausse de la quantité de produits offerts sur le marché, etc.. En procédant de la sorte, les femmes se donnent les moyens nécessaires pour faire partie des Njangi où les montants à cotiser sont relativement importants, où les fruits de la cotisation sont également plus juteux.

Or ce qu' on observe le plus souvent c' est que la participation des femmes aux Njangi leur permet principalement de ravitailler le ménage en rendant possible l' achat de petits articles de ménage vendus à des coûts relativement modestes et en constituant une source de revenus monétaires pour des cas d' urgence (fournitures scolaires et frais médicaux dans les cas où les hommes ne peuvent assumer 'leurs' responsabilités ou s' y dérobent). La vocation des femmes à se sacrifier

traditionnellement pour leur ménage, plus particulièrement le bien-être des enfants, s'exprime dans cette opinion très répandue parmi les femmes Nso :

Ngwasan wiy biy e kwar li ntankir (La maman mettra des chaussures neuves lorsque l'enfant sera grand)¹⁴³

Pour être quelque peu complet sur le point qui se rapporte aux types d'investissement, on signalera que les investissements sociaux des hommes se distinguent assez de ceux des femmes. Pour l'homme, investir socialement signifie chercher à améliorer son statut individuel. En revanche, l'investissement de la femme est beaucoup plus orienté vers le collectif. La mise en avant des intérêts de l'enfant sus-évoquée le montre bien. Mais il faut ajouter que l'orientation vers le collectif va plus loin. Car la plupart des femmes indiquent qu'elles se rendent dans leurs régions d'origine respectives, parce qu'elles veulent prendre part à certaines cérémonies (mariage, funérailles, enterrement, etc.), parce qu'elles doivent assister un parent malade ou victime d'un quelconque événement invalidant, parce qu'elles veulent prêter main forte aux membres de la famille d'origine, etc..

Comme on peut se l'imaginer, il s'agit là de sorties occasionnelles, espacées dans le temps. C'est pour cela qu'il convient d'y ajouter l'appartenance et l'engagement des femmes dans des réseaux où les liens ont plus d'effets sur la vie quotidienne. On citera alors surtout les réseaux constitués des épouses des frères des époux respectifs. Ce sont

¹⁴³ Cette opinion n'a rien perdu de son actualité malgré l'avènement d'un ambitieux programme de promotion de la femme connu sous le nom d' 'Association of Women' Information and Coordination Offices (AWICO). Il s'agit d'un programme qui a été initié en 1993 avec le concours des organisations de développement d'Allemagne et de la Suisse. Son objectif déclaré consiste à apporter un appui aux femmes de la province du Nord-Ouest organisées en groupes. Cet appui a deux dimensions : (1) une dimension économique qui implique l'amélioration à court terme des conditions de vie ; (2) une dimension socio-politique qui implique l'amélioration du statut des femmes dans la société. Le travail de cette association, qui participe des mouvements non-gouvernementaux lancés avec une certaine euphorie au cours des années 1980 – 90, permet certes à certaines femmes de se sentir en bonne compagnie et d'envisager sérieusement des activités économiques génératrices de revenus monétaires. Seulement, la capacité d'accueil de cette structure et son exogénéité constituent des facteurs de blocage qui permettent de comprendre pourquoi il est encore

des co-épouses ou Ibangis. Ces réseaux sont aussi formés d' autres femmes étrangères au lignage et qui y ont fait leur entrée par le jeu des alliances matrimoniales. On pense notamment aux voisines, c' est-à-dire à ces femmes qui vivent dans des concessions adjacentes et dont on peut rapidement solliciter l' appui pour des tâches courantes ou pour des cas urgents de la vie quotidienne (échange de travail, garde d' enfants, etc.).

6.3 Synthèse : Vitalité de l' idéologie traditionnelle au sein du ménage

Le ménage peut être considéré comme le lieu où se rencontrent les rapports marchands et les rapports non-marchands. La production des femmes est davantage une production de la valeur d' usage alors que celle de l' homme est davantage une production de la valeur d' échange. Le revenu de la femme est davantage investi dans l' entretien de l' unité domestique cependant que les investissements réalisés par les hommes sont plus tournés vers l' extérieur, notamment vers la recherche d' un grand capital symbolique individuel. D' autre part, il convient de retenir qu' en tant que pourvoyeuses des produits de base et de main d' œuvre domestique principale, les femmes apportent une contribution absolument vitale pour les activités que réalisent généralement les hommes hors du ménage. Par conséquent, les femmes produisent, reproduisent et assurent la reproduction des relations sociales en allant au-delà de la sphère 'féminine'. Leur rôle dans la société est beaucoup plus précieux que le laisserait penser leur niveau de revenu monétaire.

6.4 Masculin / Féminin et nouvelles formes de stratification

La description de l' économie domestique, des rapports en son sein et des rôles joués aussi bien par les hommes que par les femmes entreprise jusqu' ici a été dominée par une démarche synchronique. De plus, l' analyse a été faite comme si tous les hommes et toutes les femmes étaient dans des positions analogues les un(e)s vis-à-vis des autres. La différenciation a été faite le long des disparités sexuelles et

générationnelles sans une véritable prise en considération des évolutions socio-historiques. C' est pour tenter de relever ce dernier défi qu' on s' intéressera maintenant à trois points majeurs :

- (1) Influences des perceptions locales du 'Masculin' et du 'Féminin' sur les rôles respectifs dans l' économie moderne.
- (2) Signification de l' organisation du travail à l' intérieur de la communauté domestique dans un contexte changeant.
- (3) Avenir du statut ou du rôle de la femme face à l' idéologie de modernisation.

Ces trois points sont posés comme des axes d' analyse devant permettre de répondre à une question plus centrale : Évolue t-on vers des nouvelles formes de stratification ou l' ère de l' horizontalité a t-elle commencé à poindre ?

6.4.1 Modernisation et femmes africaines : Observations critiques

La littérature courante sur les femmes africaines vivant en milieu rural est marquée par deux thèses qui s' opposent radicalement.

D' un côté, on a la thèse allant de Engels aux théoriciens féministes plus contemporains en passant par Boserup. Cette thèse consiste à poser que la rencontre des sociétés africaines avec les forces capitalistes coloniales et post-coloniales impliquerait une sortie du Jardin d' Eden de l' égalité des sexes pré-coloniale. On y parle de la détérioration des rapports d' égalité entre sexes et affirme que cette détérioration remonte au début de l' ère coloniale. La période coloniale est plus exactement considérée comme le point de départ de la dégradation de la condition féminine. L' administration coloniale ou post-coloniale apparaît dans ce contexte comme ce qui a principalement favorisé l' érosion des droits traditionnels des femmes. L' argument central des adeptes de ce courant de pensée s' articule comme suit :

La pénétration de l' idéologie, des valeurs et normes occidentales a joué le rôle le plus important dans l' affaiblissement de la position traditionnelle de la femme dans les sociétés africaines. Venant en Afrique avec un modèle arrêté du rôle idéal de la femme défini par rapport à la femme occidentale, les responsables coloniaux se sont davantage focalisés sur les rôles domestiques et sociaux qu' économiques et politiques des femmes dans la société africaine. On a notamment ignoré les rôles politiques et économiques clefs que les femmes ont historiquement joués dans ces sociétés. Les programmes de développement tout comme les réformes coloniales et missionnaires ont été fondés sur ce biais et ont fini par être viciés.¹⁴⁴

De l' autre côté, on a une perspective qui contraste totalement avec la précédente. Elle consiste à appréhender le processus de modernisation comme un processus qui libère les femmes en favorisant leur accès au marché et aux nouvelles structures moins répressives. À cet égard, on postule que les femmes d' avant la colonisation (comprise comme début de la modernisation de la vie en Afrique) étaient prisonnières des structures patriarcales.

En considérant de manière critique les deux postulats concurrents brièvement présentés, on ne peut s' empêcher d' affirmer qu' ils sont insatisfaisants à plusieurs égards :

- Insuffisance due au romantisme : tantôt on ignore excessivement les restrictions imposées aux femmes par les structures sociales pré-coloniales, tantôt on louange exagérément les effets libérateurs des nouveaux rapports capitalistes. L' accent ici est mis sur tantôt ... tantôt, pour montrer que les deux courants pèchent par leur caractère exclusif
- Insuffisance due au purisme : En ne considérant qu' un moment comme bon ou mauvais (nostalgie du 'passé' *versus* enthousiasme pour le 'présent'), les deux courants reposent sur une base commune fragile. Leur base commune c' est l' acceptation du modèle évolutionniste et du manichéisme. Tous les deux rejettent notamment toute considération dialectique.

¹⁴⁴ Cf. Engels (1948), *The Origin of the Family, Private Property and the State*; Boserup (1982), *Die Ökonomische Rolle der Frau in Afrika, Asien, Lateinamerika*.

Des observations critiques qui précèdent, il ressort qu' il eût été plus convenant de considérer de manière moins passionnée le processus de transformation enclenché par la rencontre de deux cosmogonies et pratiques sociales différentes. Une lecture plus modérée ou critique aurait notamment permis de relever que le processus de transformation se décline plutôt en termes d'interpénétration qu' en termes de substitution. Une approche dialectique aurait notamment eu l' avantage de conduire aux points suivants :

- Examen minutieux des perceptions locales des rôles des sexes
- Mise en relief des interactions entre ces perceptions locales et le processus de modernisation (Comment les perceptions locales influent-elles sur le processus de modernisation et quels sont les effets de celui-ci sur ces perceptions locales ?)

Certaines études ont saisi la pertinence du dernier point. Seulement, les auteurs de telles études tendent généralement à s' appuyer sur une seule variable pour apprécier les changements dans la vie des femmes en zones rurales africaines. Beaucoup d' études sont marquées soit par un examen superficiel des changements concomitants dans la vie des hommes, soit par une mise à l' écart pure et simple de ceux-ci. Or le statut de la femme et la question de son émancipation ne devraient être abordés sans prise en considération des changements dans la situation de l' homme, d' une part, et des structures sociales dans leur ensemble, d' autre part.

6.4.2 Des changements affectant les rôles des hommes et des femmes.

Par rapport au contexte Nso, il convient de rappeler certains changements majeurs qui affectent l' ensemble de la région et, partant, les rapports dans l' économie du ménage depuis de nombreuses décennies. À cet égard, on se référera utilement à Kaberry. Grâce à son étude, on sait que la population du département de Bui – unité administrative tracée le long des frontières de la Grande Chefferie Nso – était d' environ 32.000

âmes en 1952. Au jour d'aujourd'hui, cette population est estimée à environ 175.000 personnes. Un énorme changement démographique qui implique évidemment une toute autre densité de la population. Car la superficie territoriale n'a pas changé. Ceci implique également un autre mode de gestion ou d'appréhension de la question foncière, comme cela a été signalé dans la partie consacrée à l'examen de la question foncière.

La nécessité d'actualiser les données énoncées par Kaberry, c'est-à-dire de signaler les changements profonds survenus depuis la parution de sa remarquable monographie, se fait également sentir par rapport à beaucoup d'autres points. C'est ainsi qu'on notera que le taux d'analphabétisme a connu une baisse sensible depuis 1950. Cette baisse ne concerne pas seulement les personnes de sexe masculin. De fait, plus de 80% des enfants des deux sexes sont inscrits à l'école primaire¹⁴⁵. La caféiculture n'est plus une activité nouvelle, comme ce fut encore le cas dans les années 1950. Bien plus, la production et la commercialisation du café sont bien engagées et constituent une source de revenus précieuse pour certaines couches. L'introduction de la culture du café et la croissance des zones urbaines ont entraîné une forte tendance vers l'individualisation de la propriété foncière. Les religions étrangères ont gagné du terrain dans la mesure où plusieurs autres confessions chrétiennes – catholique, presbytérienne, baptiste – sont venues s'ajouter à l'Islam traditionnellement pratiqué par les groupes minoritaires Fulani et Haoussa. Il est certes difficile d'avoir des chiffres exacts, mais on peut dire sans grand risque de se tromper qu'on a affaire à un ordre de grandeur nettement supérieur aux 20% dont parlait Kaberry en faisant allusion au nombre de personnes se reconnaissant d'une manière ou une autre dans ces confessions.

¹⁴⁵ On parle généralement à ce sujet de taux d'inscription bruts. En ce qui concerne les données relatives à l'accès des enfants du Camerounais à l'éducation primaire, on peut lire ce qui suit dans l'ODI / BDM : 'Après avoir quasiment atteint l'objectif d'éducation primaire pour tous à la fin des années 80 (95,6% in 1989 / 1990), les taux d'inscription (bruts) sont tombés à 81, 8% en 1998 / 1999 dans l'éducation primaire. (...) », ODI / BDM, Juin 2001, p. 18

Même les figures relatives au nombre d'adultes engagés dans le commerce et ayant accès au revenu monétaire ont sensiblement changé, bien qu'il soit ici aussi difficile de s'appuyer sur des statistiques précises et fiables. Ce qu'on doit surtout relever à ce niveau, c'est que presque toute la population adulte ne considère plus ces réalités comme des innovations saisissantes. Tout le monde connaît (ou a au moins entendu parler de) Kumbo qui abrite le marché le plus important de la Province du Nord-Ouest après celui de Bamenda.

Le marché de Kumbo a longtemps été un centre d'activités commerciales dans la région. Il a conservé et consolidé cette réputation. Car ce marché est aujourd'hui le principal point d'assemblage pour la majorité des produits exportés en direction des différents centres urbains nationaux et internationaux. C'est aussi le principal point de chute des produits importés qui attendent d'être diffusés dans les différents coins du pays Nso. Par lui, les populations Nso entrent en contact avec divers éléments culturels nouveaux (argent, biens et services).

L'ambiance créée par l'existence d'un grand marché dans la région et par les autres facteurs ci-dessus mentionnés (démographie, religion, éducation, accès au numéraire, etc.) constituent d'importantes sources d'innovations susceptibles d'affecter profondément la structure et le fonctionnement de l'économie domestique. Pourtant, il faut aussi savoir qu'en dépit des changements induits par l'ouverture accrue aux marchés nationaux et internationaux ainsi qu'autres différentes normes et valeurs y relatives, l'économie domestique Nso demeure foncièrement tournée vers la subsistance. C'est encore le droit coutumier qui détermine l'accès à la terre agricole pour nombre de personnes vivant à Nso. C'est la coutume et l'idéologie locales qui définissent les sphères de responsabilité et d'influence, qui fixent les contours de la répartition sexuelle des tâches, qui sanctionnent le mariage, qui tracent les limites de la bonne conduite, etc..

De ce qui précède, il découle que l' idée d' articulation peut s' affirmer et se confirmer. En effet, le non-effondrement de la prédominance du *principe de subsistance* malgré de nombreux facteurs de changement permet de souligner que le déracinement ou l' assimilation n' a pas eu lieu. En même temps, la modernisation affecte la forme que prend le principe de subsistance considéré sous sa forme concrète. Les institutions et catégories de sens locales forment les relations capitalistes en même temps que celles-ci les transforment. On peut ainsi affirmer avec S. F. Moore ce qui suit :

*People as individuals react to the existing order: although they are clearly shaped by that order, they also shape it to serve their needs and aspirations.*¹⁴⁶

Seulement, il faut préciser que dans une société comme la société Nso qui a profondément été affectée par l' intégration continue dans l' économie de marché depuis de nombreuses décennies déjà, 'l' ordre existant' implique deux choses essentielles:

- D' une part, les catégories culturelles locales qui norment le comportement et déterminent encore de manière significative l' accès aux ressources
- D' autre part, les nouvelles lois englobantes, les idéaux chrétiens 'nouvellement' diffusés et la tendance vers la marchandisation de ce qui, autrefois, relevait des rapports non marchands.

6.4.3 Une image de la femme productrice qui tarde à s' effacer?

La plus grande partie de l' Afrique au Sud du Sahara a historiquement été et continue aujourd' hui encore d' être une région à dominance agraire dans laquelle les femmes jouent un rôle de premier plan. Nso constitue un parfait exemple de système de production dans lequel les femmes accomplissent pratiquement tout le travail agricole. Dans la division sexuelle du travail traditionnelle, l' engagement primaire

des hommes dans la production des cultures vivrières a notamment consisté en la réalisation des tâches 'lourdes' telles que le nettoyage des champs et le port ou transport de la récolte céréalière destinée aux greniers. Ces tâches se déroulent dans un espace de temps clairement délimité, puisqu'elles durent environ 02 à 03 semaines dans une année qui en compte notoirement 52. Quant au travail féminin, il porte sur presque toutes les autres tâches agricoles restantes : labourage, semailles, sarclage et récolte ; c'est-à-dire des tâches qui, mises ensemble et réalisées successivement au cours d'une année, requièrent des efforts quasi quotidiens.

Le travail traditionnel des hommes varie dans le temps selon l'âge et le statut. Durant la période pré-coloniale, les hommes sont surtout des guerriers et des chasseurs ; ce qu'ils rappellent volontiers quand on les interroge aujourd'hui sur les raisons justifiant leur participation relativement faible aux activités agricoles. La valeur créée par les hommes émane principalement du commerce, de la culture du tabac, de l'extraction du vin de raphia ou de palme et de la fabrication d'une variété de produits artisanaux : tabourets, paniers, chapeaux, nattes, etc. Un groupe assez restreint d'hommes pratiquent en outre la coupe et la vente du bois considéré comme combustible ainsi que dans l'entretien des cultures forestières.

L'agriculture est donc vue comme une activité entre des mains féminines. En plus de ne pas se sentir compétents en la matière, les hommes n'éprouvent aucune envie de s'y engager. L'écrasante majorité des femmes n'ont rien à vendre après avoir assuré l'approvisionnement du ménage et gagné un maigre revenu monétaire. Lorsqu'il arrive que les femmes fassent du commerce, elles se contentent d'offrir de petites quantités de produits vivriers, de la bière ou de petits articles de ménage tels que des paniers ou petits pots de terre. Les femmes qui gagnent ou gèrent de grosses sommes d'argent s'exposent généralement à des

¹⁴⁶ Moore, S. F. (1977), "Individual Interests and Organizational Structures: Dispute Settlements as 'Events of Articulation'", in *Social Anthropology and Law*

préjugés défavorables. C' est ainsi que les femmes versées dans des transactions commerciales régulières tentent de négocier une certaine reconnaissance sociale en choisissant de confier la gestion des dividendes à leurs époux respectifs ou à toute autre personne proche et de sexe masculin. Même la participation aux Njangi susceptible de favoriser l' accès au numéraire met la femme dans le collimateur de tous ceux qui voient dans l' argent une affaire des hommes. La méfiance est dictée par l' idée qu' on se fait du rôle de l' argent entre les mains d' une femme.

Les préjugés peu flatteurs à l' encontre des femmes gérant de l' argent trouvent leur origine dans le fait que les hommes sont chargés de ravitailler le ménage en viande, huile de palme, sel, menus articles, etc. et doivent, par ailleurs, acheter des produits vivriers supplémentaires au cas où les récoltes de leurs épouses s' avèrent insuffisantes. Les hommes sont précisément responsables pour presque toutes les courses nécessitant de l' argent. En revanche, la responsabilité primaire de la femme consiste à fournir de la nourriture et à considérer sa famille comme le point central de sa vie. Pour résumer tout ce qui précède, Kaberry affirmait:

In analyzing processes of change (...) a primary question is not merely how and when women work, but for whom they work (...) In the economic sphere the focal point of a woman's interest is the family, and it is in relation to this group that her chief responsibilities may be defined.¹⁴⁷

Qu' est-ce qui reste de telles considérations léguées par Kaberry ? C' est à cette question qu' on tentera d' apporter quelques éléments de réponse dans les lignes qui vont suivre. La lecture porte essentiellement sur les changements concernant les occupations des deux sexes.

6.4.4 Occupations masculines : Une autre perception de l' homme Nso?

Les occupations traditionnelles des hommes Nso ont été transformées. Les hommes ne sont plus vus et définis comme des

¹⁴⁷ Kaberry (1952)

chasseurs ou des guerriers dans un sens littéral. Néanmoins, ils continuent de se comporter comme par le passé, si l'on en juge par leur contrôle de la vie politique locale et la poursuite de leur engagement dans des organisations fraternelles.

L'introduction du café comme importante culture commerciale a été synonyme d'un nombre de changements profonds. En plus d'être la principale source de revenu pour les ménages, la culture du café a modifié les idées en matière de possession individuelle de la terre et permis la mise sur pied d'une structure coopérative bureaucratique pourvoyeuse de nouvelles opportunités d'emploi dans la région. En outre, la coopérative du café allait rapidement devenir un enjeu politique majeur : en tant que point d'intersection entre la politique locale, régionale et nationale, la coopérative s'est érigée en arène politique pour les hommes Nso.

Certaines formes traditionnelles de coopération entre les hommes se sont transformées en rapports marchands. Par exemple, les groupes traditionnels de construction de maisons, qui nécessitaient autrefois la coopération d'un grand nombre d'hommes à la fois, ont pris une autre physionomie. Car à leur place se trouvent des rapports marchands entre le propriétaire de la maison à construire (c'est-à-dire le patron) et les spécialistes en matière de construction (employés). Ceci n'implique certes pas la fin du coup de main entre parents ou amis. Cependant, c'est un indicateur assez éloquent quand on veut souligner la percée des rapports marchands ou illustrer l'émergence du phénomène de marchandisation du travail en pays Nso.

Depuis un certain temps, on observe aussi un intérêt croissant des hommes pour la production des cultures vivrières. Ce qui s'apparente à un net virement prend tout son sens quand on considère les deux facteurs suivants:

- hausse des coûts des produits vivriers synonyme d'une plus forte rentabilité

- . Forte demande des denrées alimentaires par rapport au café. La production de celui-ci est caractérisée par deux inconvénients de plus en plus visibles : elle requiert un capital financier plus important et génère des retombées soumises à des fluctuations moins contrôlables.

À y regarder de près, on se rend compte que ce qui ressemble à un revirement, et qui l'est sans doute à plusieurs égards, traduit aussi la persistance et la puissance d'une vieille auto-perception du genre masculin: On se réserve notamment le droit d'explorer et d'exploiter les secteurs lucratifs! À travers cette observation, il devient possible de situer de nouveau les activités économiques des hommes dans le contexte socio-culturel Nso.

En effet, il est généralement admis que les investissements des hommes devraient permettre de réaliser de grosses dépenses : dépenses scolaires, dépenses relatives aux matériaux de construction ainsi qu'à l'équipement, dépenses médicales, obligations familiales et dépenses destinées à l'entretien des réseaux sociaux. Ces dernières comprennent surtout les obligations dans le cadre des alliances matrimoniales. Ici intervient principalement la question de la dot. Celle-ci prend traditionnellement la forme de dons permanents versés à la famille de l'épouse. Cependant, il ne faut évidemment pas croire que les arrangements matrimoniaux constituent la seule source de dépenses de cette nature. En effet, on remarque que les hommes investissent massivement dans l'acquisition du prestige, en tentant de multiplier le nombre de personnes prêtes à leur faire allégeance, à *hear them* comme le formulent les Nso.

6.4.5 Qu'en est-il du changement dans les activités féminines?

L'accès aux ressources ainsi que les opportunités d'emploi et d'accumulation pour les hommes et les femmes sont devenus plus individuels depuis le passage du contrôle direct sur les producteurs (par le

biais des critères tels que le statut, l'âge et le sexe) au contrôle indirect (par le biais du contrôle individuel des moyens de production). Les possibilités de gain d'un revenu indépendant pour les femmes se sont multipliées grâce à une variété de facteurs dont : la demande croissante des produits vivriers dans le pays tout entier, l'engagement dans le petit commerce, l'accès accru à l'éducation 'moderne' et à l'emploi salarié. Par ailleurs, les femmes occupent certaines positions de pouvoir dans le secteur public et privé moderne. On les retrouve à la tête des comités locaux de développement. Elles s'organisent en groupes de production pour accroître leur productivité et accéder à de meilleures récoltes qui sont ensuite vendues collectivement ou réparties.

De ce qui précède, on retiendra surtout que bien que la structure de l'économie continue d'être plus favorable aux hommes en termes de possibilités d'accès au pouvoir public et d'accumulation individuelle des richesses, les femmes sont désormais aussi en mesure de s'investir dans l'économie marchande de manière à se ménager une place dans les cercles de décision. Elles peuvent ainsi négocier un plus grand contrôle sur leurs propres destins. Elles ont aujourd'hui plus de choix que par le passé, dans ce sens qu'aucune loi écrite ne les empêche d'accéder à l'éducation de plus en plus considérée comme clef de l'émancipation pour tout le monde ou dans ce sens qu'elles peuvent opter pour le départ vers les centres urbains connus pour leur caractère plus libéral.

En considérant globalement les différents facteurs de changement, on se rend compte qu'il est difficile, voire inconvenant de porter un jugement manichéen du genre : les conditions de vie des femmes se sont détériorées ou améliorées ; les femmes seraient en situation plus favorable ou défavorable vis-à-vis des hommes. Ce qui discrédite une telle appréciation, c'est le fait qu'elle n'admet pas la dialectique. Elle supporte mal la contradiction qui implique un devoir de différenciation.

Les différentes variables évoquées dans le cadre de la mise en relief de la position des femmes Nso dans l'économie moderne commandent un

ton lucide ou plus nuancé. Celui-ci permet de savoir qu' en même temps que les femmes perdent l' accès à certaines ressources, elles voient s' ouvrir d' autres opportunités jusque-là inexistantes pour elles. Dire que la position des femmes s' est améliorée en s' appuyant notamment sur leur accès à l' argent, à l' éducation, à l' emploi salarié d' une part, ou prétendre que cette position s' est dégradée en faisant valoir que le capitalisme valorise les occupations masculines au détriment du rôle de la femme d' autre part, c' est se laisser prendre dans le piège d' un fonctionnalisme ou évolutionnisme simpliste.

Jusqu' ici, il a été question du masculin et du féminin comme si le *sexe* était l' unique variable principale permettant de tracer la frontière d' un individu à l' autre. Pourtant, la charge de travail de la femme, sa position sociale et son accès aux ressources sont, comme dans le cas des hommes, tributaires d' un sous-ensemble varié de facteurs importants : *âge, niveau d' éducation, qualité des réseaux de parenté, statut de la famille d' origine et de la belle-famille, etc..* C' est pour cette raison qu' il importe de jeter un coup d' œil sur les nouvelles formes de stratification dans le domaine économique en intégrant de tels facteurs. Dans la même veine, on examinera avec intérêt la manière dont l' idéologie traditionnelle sous-jacente à la répartition sexuelle des tâches s' effondre, se transforme et s' affirme en milieu rural.

6.5 Au-delà du seul *gender*: Stratifications *new look* ou formation des classes?

La stratification n' est pas un phénomène nouveau en pays Nso. En effet, celui-ci a de tout temps présenté l' image d' une société stratifiée. En même temps, il importe de remarquer que de nouvelles formes de stratification sont en train de faire leur apparition. Le contrôle social réalisé le long des critères traditionnels – *âge, sexe, fonction, position du lignage* – est soumis à un processus de redéfinition depuis que le contrôle des moyens de production est devenu moins corporatiste. Le fait que le contrôle des moyens de production incombe maintenant davantage aux

individus qu' aux chefs de lignage autrefois considérés comme responsables de la gestion de la fortune du lignage constitue donc une donnée nouvelle aux effets très significatifs. Pour souligner l' importance de cette évolution, certains analystes sont parfois tentés d' en parler en termes de processus de formation des classes en milieu rural. Pourtant, il convient tout de suite d' indiquer qu' une telle lecture est déroutante. Car malgré toute son importance, l' évolution signalée reste soumise à des contraintes socio-culturelles locales dont on aurait tort de sous-estimer la portée.

À cet égard, on peut opérer un détour en rappelant que de nombreuses études socio-anthropologiques ont révélé que les dirigeants africains traditionnels n' ont jamais réellement tendu à mener une vie qualitativement différente de celle de leurs gouvernés. Les structures de parenté africaines ont, en effet, la réputation d' être suffisamment différentes de celles repérées en Eurasie. Le mariage et l' échange des biens alimentaires entre différentes strates sociales en Afrique Noire ne sont traditionnellement pas rares. Les esclaves ou captifs sont assez souvent devenus membres des familles royales ou Notables par le biais des liens matrimoniaux¹⁴⁸.

Ceci se vérifie bien en pays Nso où le mariage entre couches sociales différentes (*M'tar, Wanto, Duiy, Nshilaf*) est historiquement plus ordinaire que le mariage à l' intérieur de ces couches. Ceci est largement dû au haut degré de polygamie et à l' interdiction qui pèse sur le mariage à l' intérieur du lignage paternel ainsi qu' au sein du lignage maternel durant trois générations. D' autre part, pour revenir à la question du fossé qui pourrait séparer les couches 'privilegiées' des couches 'défavorisées', on ne saurait ignorer que le Fon et les détenteurs des rangs traditionnels 'élevés' contrôlent traditionnellement plus de 'richesses' (plus de femmes, plus de chèvres, plus d' arbres de raphia, etc.) que le villageois 'ordinaire'. Cependant, leur obligation de redistribuer les empêche aussi

¹⁴⁸ Cf. J. Goody (ed.) (1974), *The Character of kinship*; J. Goody (1976), *Production and Reproduction*

traditionnellement d'accumuler ces richesses au détriment de ce même villageois 'ordinaire'. Ainsi, le fossé ne devrait pas signifier la fracture sociale.

Ces traditions expliquent sans doute pourquoi il n'existe toujours pas encore des inégalités abyssales en ce qui concerne le mode et le niveau de vie pour la plus grande partie de Nso. En exceptant quelques rares coins chics comme Tobin, le quartier administratif moderne de Kumbo où on ne rencontre d'ailleurs pas seulement les ressortissants de la région, on observe que les gens ont des habitudes alimentaires et vestimentaires quasi similaires. Les concessions dans les zones rurales ne diffèrent pas tellement aussi bien en ce qui concerne l'équipement que la technique de construction. Toutefois, les ressemblances dans le style de vie voilent, dans un certain sens, une réelle stratification économique. En considérant les revenus des individus et des ménages ainsi que la taille des surfaces cultivables, les niveaux d'éducation et la situation de l'emploi, il devient évident que Nso est loin d'être une région économiquement homogène. Au contraire, c'est une zone clairement stratifiée. La stratification s'articule en termes d'accès individuel à diverses ressources et contrôle individuel de diverses ressources.

Ce sont surtout les ménages où les deux parents ont eu droit à l'éducation moderne qui ont en leur sein des enfants (filles et garçons) dont le niveau d'éducation est supérieur au niveau primaire. Les hommes et les femmes éduqués sont très favorables à l'envoi de leurs enfants dans les différents cycles prévus dans le système éducatif camerounais (primaire, secondaire et universitaire). L'éducation est notamment de plus en plus considérée comme l'une des ressources les plus importantes que peut acquérir un individu. Et pour cause, un bon niveau d'éducation n'augmente pas seulement la chance de trouver un emploi salarié. Il permet aussi de traiter avec une bureaucratie nationale suffisamment complexe: il faut pouvoir remplir les formulaires de demande de titre foncier ou de crédit, il faut avoir une idée de la comptabilité dans un système de plus en

plus rationalisé où les conditions d'accès au crédit ont déjà commencé à reposer sur des relations de moins en moins personnelles.

Il est également important de signaler que deux tendances sont assez répandues parmi les couples éduqués plus jeunes. Lorsqu'on interroge les femmes sur les budgets de leurs ménages respectifs, les seules à affirmer que leurs époux et elles se partagent les différentes dépenses relatives à l'éducation des enfants sont les femmes éduquées plus jeunes dont les maris ont au moins eu accès au cycle secondaire. L'autre tendance qu'on observe notamment chez les femmes consiste à chercher un emploi extra agricole ou alterner les activités agricoles avec un petit *business*. Les femmes sont donc devenues ou sont en passe de devenir des cultivatrices très disposées ou déjà résolues à s'investir dans le secteur *informel* avec des activités telles que la couture, le brassage, la mise sur pied de petits comptoirs garnis de menus articles, etc.. La plupart de ces femmes ont au départ financièrement besoin d'un coup de main de leurs époux pour démarrer de telles activités ou pour embaucher une main d'œuvre capable d'accomplir leurs tâches agricoles pendant qu'elles sont engagées ailleurs. Et le fait que ce coup de main leur soit souvent réellement apporté témoigne d'un changement de mentalité qu'il convient de retenir. Car les hommes consentent ainsi à voir les femmes sous un jour relativement nouveau.

Avec les hommes et femmes éduqués qui se marient et combinent leurs revenus, d'une part, et avec l'accumulation individuelle des biens et leur cession ultérieure aux fils plutôt qu'au Chef de lignage ou aux autres hommes du lignage comme cela se faisait par le passé, d'autre part, Nso connaît une nette tendance vers ce que Goody a appelé la diverging devolution¹⁴⁹. S'il continue d'être vrai que les hommes sont les principaux héritiers des biens de la famille, notamment du père décédé ou empêché d'une quelconque autre manière, il est aussi vrai que les femmes peuvent désormais posséder des biens individuels suivant un

¹⁴⁹ Cf. J. Goody (ed.) (1984) *The Character of Kinship*, op. cit.

schéma différent de celui qu' on avait dans le système traditionnel où l' accent était davantage mis sur l' usufruit. L' éducation s' est affirmée comme une forme d' héritage. Avec des hommes et des femmes qui accèdent à l' éducation, c' est le pouvoir d' achat du ménage qui augmente. Le pouvoir d' accumulation des couples éduqués est ainsi grand. Par ailleurs, on constate que les dépenses orchestrées par l' éducation d' une femme sont en passe de devenir sinon le critère, du moins l' un des critères essentiels auxquels on se réfère pour déterminer la dot qui se rattache à celle-ci: Ceci ne veut pas toujours dire qu' il existe une tarification formelle ou explicite quelque part. Ce qu' on apprend notamment dans ce cas, c' est que les attentes placées dans son époux s' en trouvent affectées. L' homme doit pouvoir répondre aussi bien intellectuellement que matériellement aux aptitudes qu' apporte sa future épouse.

L' autre point essentiel qu' il convient de relever dans ce genre de développements concerne l' impact des obligations familiales sur la stratification rurale. On rappellera alors, comme dans les sections précédentes, que les hommes investissent dans la famille et le statut. Les hommes ayant un emploi salarié lucratif sont tenus d' aider leurs parents plus jeunes afin que ceux-ci puissent aller à l' école ou saisir les offres d' emploi existantes. Ces hommes doivent aussi prendre en charge les frais médicaux pour leurs familles respectives et autres parents plus ou moins lointains. À cela s' ajoute l' entretien des réseaux d' amitié à travers des dépenses relatives à l' alimentation (nourriture et, surtout, boisson). L' instinct grégaire encore assez aiguisé détermine les hommes à rechercher désormais l' argent et le pouvoir : les deux sont d' ailleurs plus liés aujourd' hui que par le passé. C' est dans ce contexte qu' il faut situer le comportement de l' élite masculine émergente qui n' aspire pas seulement au bien-être matériel et financier mais aussi au prestige. En un mot, elle veut tous les attributs des *big men*. L' acquisition et la conservation d' un tel statut passent notoirement par la redistribution et l' investissement dans des titres symboliques qu' offre la société traditionnelle. C' est ainsi

qu' on voit des *big men* modernes devenir de nouveaux chefs de lignage et menacer parfois de faire ombrage aux chefs de lignage traditionnels.